

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 17/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PE Gwerginiou - VENTS D'ARMOR

30 Boulevard Richard Lenoir
75011 Paris

Références : 2024.262
Code AIOT : 0005521755

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement PE Gwerginiou - VENTS D'ARMOR implanté Gwerginiou 22390 Bourbriac. L'inspection a été annoncée le 21/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PE Gwerginiou - VENTS D'ARMOR
- Gwerginiou 22390 Bourbriac
- Code AIOT : 0005521755
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Vents d'Armor, filiale à 100% de la société Elicio France, exploite, par arrêté préfectoral d'autorisation du 02/03/2021, le parc éolien de Gwerginiou. Ce parc se compose de 4 aérogénérateurs de type Vestas V110 de 135 m de hauteur totale et d'un poste de livraison situés sur la commune de Bourbriac. Il a une capacité totale de 8 MW et a été mis en service le 22/03/2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des chiroptères - Bridage	Arrêté Préfectoral du 02/03/2021, article II.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Dispositifs de secours en cas de défaillance du bridage	Code de l'environnement du 02/03/2021, article L.181-12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Mesures compensatoires - Haies	Arrêté Préfectoral du 02/03/2021, article III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Manuel d'entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 al. 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 al.2	Demande d'action corrective	1 mois
13	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 16	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 02/03/2021, article II.3.I	Sans objet
5	Conformité	Arrêté Ministériel du 25/08/2011, article 8	Sans objet
6	Exploitation : Essais avant la mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
7	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
8	Liste de ces équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	Sans objet
11	Moyens de lutte et de	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	protection contre un incendie		
12	Identification	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté une bonne connaissance et une bonne gestion du parc par la société.
Cependant, des améliorations et des actions sont particulièrement attendues concernant :

- la mise en place de procédures pour gérer les alertes liées aux équipements nécessaires au fonctionnement du bridage biodiversité,
- le suivi des anomalies dans le registre maintenance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des chiroptères - Bridage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2021, article II.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un mode de fonctionnement spécifique est mis en place, dès la mise en service de l'installation. Les éoliennes E1, E2, E3 et E4 sont arrêtées du 1er avril au 31 octobre, durant l'heure précédant le coucher du soleil jusqu'à l'heure suivant le lever du soleil, lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vent inférieur à 7,5 m/s au moyeu de l'éolienne, - température supérieure à 9 °C, - absence de précipitation (sous réserve de la fiabilité des détecteurs de pluviométrie)
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le SCADA a été visualisé. Il a été constaté que les machines sont paramétrées conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral. Une tolérance à 8 m/s pour le vent et à 8,5°C pour la température (valeurs majorantes) a été appliquée pour éviter les redémarrages intempestifs.</p> <p>Concernant le capteur de température, l'exploitant n'a pas su dire exactement où il se situait sur la machine, soit en dessous de la nacelle à l'abri des intempéries, soit sur le mât météo sur la nacelle.</p> <p>La prise de température par le capteur se fait sur une moyenne de 10 minutes, comme pour les autres capteurs (exemple : orientation de la nacelle par rapport au vent suite à un calcul sur 10 minutes).</p> <p>Concernant le capteur de pluie, l'exploitant a indiqué qu'il se situait sur le toit de la nacelle.</p>

Une visualisation de quelques arrêts machines pour cause de bridage ainsi que les données de déclenchement a été réalisée pour les machines E3 et E1. Plusieurs arrêts ont été constatés avec une cohérence des valeurs de déclenchement. L'interface permet de visualiser le détail de tous les paramètres.

Concernant le contrôle du bon fonctionnement du bridage, l'exploitant a indiqué qu'une procédure de vérification des bridages existe chez Elicio. Deux dates par mois sont sélectionnées et une vérification est réalisée sur les valeurs théoriques et la production machine afin de s'assurer que le bridage a bien été effectif.

Enfin, lors de cette visite, un point a été fait sur le dossier de porter à connaissance, déposé en octobre 2023, relatif à la demande de remplacement du bridage fixe par un bridage dynamique. L'exploitant a indiqué que cette modification n'a pas été mise en place sur le parc.

Suite à l'instruction de ce dossier, l'inspection a partagé ses questions et ses observations avec l'exploitant. Après discussion, l'inspection a expliqué que l'attente principale pour la mise en place de ce type de bridage était l'assurance de la maîtrise du risque et donc la connaissance de la chaîne de sécurité du bridage et la bonne application des procédures suites aux alertes déclenchées. Enfin, l'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il serait préférable d'attendre les résultats obtenus suite à la première année de suivi environnemental pour revoir le projet selon les résultats obtenus.

Aussi, après discussion, l'exploitant a indiqué qu'il allait attendre et revoir son projet en interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra indiquer où se situe précisément le capteur de température et transmettre une photo. Il transmettra également une photo de l'emplacement du capteur de pluie.

Concernant son dossier de porter à connaissance d'octobre 2023, compte-tenu que ce projet n'est plus d'actualité, l'exploitant devra adresser un courrier ou un courriel (pref-icpe-indust@cotes-darmor.gouv.fr) à la Préfecture, avec copie à l'inspection, pour indiquer qu'il retire sa demande. Il redéposera un nouveau dossier avec les éléments vus et attendus au moment venu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dispositifs de secours en cas de défaillance du bridage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/03/2021, article L.181-12

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des chiroptères

Prescription contrôlée :

L'autorisation environnementale fixe les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4. Ces prescriptions portent [...] sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, [...] notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'en cas de défaillance du capteur de température, une alerte est envoyée. Des tests de bon fonctionnement de ce capteur sont prévus lors de la maintenance. En revanche, concernant le capteur de pluie, l'exploitant n'a pas su dire si une défaillance envoyait une alerte et si des tests de ce capteur étaient réalisés lors de la maintenance.

Les documents transmis avant l'inspection n'étant pas suffisamment clair et l'exploitant n'ayant pas pu répondre lors de la visite, l'inspection n'a pas pu visualiser les points de contrôle correspondant dans le manuel.

En cas de dysfonctionnement du capteur de température et/ou du capteur de pluie, l'éolienne n'est pas arrêtée et aucun système de secours ou de substitution n'est mis en place.

Afin de vérifier le bon fonctionnement du bridage, l'exploitant sélectionne deux jours dans le mois pour corréler les paramètres théoriques et les paramètres réels. Ce contrôle fait l'objet d'une procédure écrite.

Concernant la gestion d'une défaillance du SCADA général, l'exploitant dispose d'une procédure puisque pour la plupart des marques d'éolienne, le bridage est géré via le SCADA général et non au niveau de la machine. Cependant pour les Vestas, machines installées sur le parc contrôlé, le bridage est géré par le SCADA de la machine donc en cas de perte de communication au niveau du SCADA général, la machine restera autonome et le bridage sera toujours effectif. Post-inspection, l'exploitant a transmis un extrait de la procédure rédigée.

En revanche, l'exploitant ne dispose pas de procédures concernant la gestion des alertes sur les équipements nécessaires à la réalisation du bridage et les actions correctives à mettre en place avec les délais de déploiement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit rédiger et mettre en place, **dans un délai d'un mois**, la procédure de gestion des alertes sur les équipements nécessaires à la réalisation du bridage et les actions correctives à mettre en place ainsi que les délais de déploiement.

Il transmettra dans le même délai les procédures rédigées ainsi que celle relative au contrôle du bon fonctionnement du bridage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2021, article II.3.I

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des chiroptères / avifaune

Prescription contrôlée :

Le protocole de suivi environnemental mis en place par l'exploitant est, à minima, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Il sera complété par les prescriptions suivantes:

- Pour les chiroptères : il comprendra un suivi d'activité en nacelle, sur un cycle biologique complet, couplé à un suivi de mortalité.
- Pour l'avifaune : il comprendra un suivi d'activité de l'avifaune nicheuse (et notamment du bruant jaune et de l'Autour des palombes) et un suivi de mortalité.

Le suivi de mortalité sera mutualisé pour les chiroptères et l'avifaune.

Les suivis de mortalité et d'activité devront être couplés afin de pouvoir corrélérer l'activité en altitude au regard des cadavres découverts.

Ce suivi environnemental sera réalisé durant les 3 premières années de mise en service du parc éolien puis tous les 10 ans après la mise en service.

Le plan de bridage biodiversité pourra être adapté selon l'ensemble des données mises en perspective avec le suivi environnemental.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. Dans ce cas le suivi sera renouvelé dans les 12 mois pour vérifier l'efficacité des mesures correctives.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande

Constats :

Le suivi environnemental est conforme aux prescriptions imposées.

Le suivi de mortalité a débuté en semaine 12, le 19 mars 2024 et le suivi d'activité a débuté en semaine 12, le 18 mars 2024, avec installation du matériel semaine 10, le 7 mars 2024. L'enregistreur a été installé sur l'éolienne E2 qui est la plus proche de boisements.

La période prévue pour le retrait de l'enregistreur est novembre pour le préserver du gel et réaliser sa maintenance et son recalibrage.

Le suivi de l'avifaune a débuté en mars à raison d'une sortie par mois jusqu'en juin.

La surface de prospection réalisée par le bureau d'études est un carré de 110 m de côté, équivalent au diamètre des machines du parc.

Enfin, l'exploitant a indiqué qu'aucune mortalité a été constatée depuis le démarrage du suivi.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures compensatoires - Haies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2021, article III
Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires - Haies
Prescription contrôlée : Plantation de haies : Afin de compenser la destruction de 239 ml de haies et 35 ml de talus avec fourrés, le porteur de projet compensera par la plantation de 715 ml de haies et le renforcement de 285 ml de haies. Le technicien de Breizh Bocage donnera ses préconisations de plantation dans le cadre ce projet. A noter que les essences mises en place devront s'inspirer des essences inventoriées au sein de l'aire d'étude et que ces mesures ne devront pas recréer de l'enjeu à proximité des éoliennes et devront donc se situer en dehors des zones immédiates des éoliennes. Le déplacement de 10 arbres adultes entre début novembre et fin février. Tous les individus n'ayant pas survécu seront remplacés par un arbre de la même espèce, hormis le pin de Vancouver qui sera remplacé par une espèce de résineux. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les documents attestant du suivi des mesures spécifiques définies au présent article.
Constats : Les plantations de haies ont été réalisées. Lors de la visite terrain, il a été constaté les plantations réalisées et les éléments de protection installées le long de certaines portions de voies d'accès aux plateformes. L'exploitant a indiqué qu'au final il a été planté plus de linéaires que prévu et que les emplacements ont également été modifiés par rapport au dossier de demande d'autorisation et du porté à connaissance déposé en 2022. En effet, au total 1 630 mètres linéaires de haies ont été réalisées (renforcement de haies existantes et création). Post-inspection, l'exploitant a transmis le plan des plantations. Cependant, le plan transmis est un extrait de l'étude d'impact du dossier initial. La mise à jour de l'emplacement de ces plantations est donc à réaliser. Ces travaux ont été suivis par le service environnement de la société. Un contrat avec le prestataire a été passé pour l'entretien et le remplacement des plants dépérissants pour une période de 3 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre, sous un délai d'un mois , le plan mis à jour des plantations et des renforcements de haies réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ». [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 26/06/2024 l'attestation de conformité de la construction des éoliennes (respect de la norme NF EN IEC 61 400-1 ou IEC 61 400-1 : système de génération d'énergie éolienne - Partie 1 - exigence de conception).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation : Essais avant la mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation des tests avant la mise en service du parc
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le parc de Gwerginiou a été mis en service le 22/03/2024.</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 10/06/2024 les rapports de commissioning des aérogénérateurs du parc.</p> <p>Un contrôle de la réalisation des tests d'arrêt, d'arrêt d'urgence et de survitesse a été fait pour l'éolienne E1. Ces tests ont été réalisés en octobre 2023, avant la mise en service.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il était prévu 2 tests par an d'arrêt depuis un régime de survitesse.</p>

Enfin, l'inspection a rappelé à l'exploitant que les rapports de maintenance doivent être disponibles en version française.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle initial des installations électriques

Prescription contrôlée :

L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ».

Pour satisfaire au 1er alinéa :

- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;
- « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence.

Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.

Constats :

Le parc de Gwerginiou a été mis en service le 22/03/2024.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 10/06/2024 l'attestation de conformité des 4 éoliennes vis-à-vis de la directive 2006/42/EC en date du 20/04/2024 :

- EN 60204-1 (2018) : Sécurité des machines - Équipement électrique des machines - Partie 1 : exigences générales
- EN IEC 60204-11 (2019) : Sécurité des machines - Équipement électrique des machines - Partie 11 : exigences pour les équipements fonctionnant à des tensions supérieures à 1 000 V en courant alternatif ou 1 500 V en courant continu et ne dépassant pas 36 kV
- EN ISO 12100 (2011) : Sécurité des machines - Principes généraux de conception - Appréciation du risque et réduction du risque

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Liste de ces équipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III

Thème(s) : Risques accidentels, Liste de ces équipements de sécurité

Prescription contrôlée :

<p>III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des équipements de sécurité consultée lors de la visite est détaillée et conforme.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis une copie par courriel du 26/06/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Manuel d'entretien de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 al. 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis un ensemble de document en français relatif à la maintenance. Cependant, la complexité de ces documents n'a pas permis à l'inspection de retrouver les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité relatif aux arrêts d'urgence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra, dans un délai d'un mois, transmettre les extraits du manuel d'entretien correspondant aux modalités de réalisation du contrôle des boutons d'arrêt et d'arrêt d'urgence ainsi que celles pour l'arrêt depuis un régime de survitesse.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Registre de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 al.2</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre de maintenance. La version informatique n'a pas pu être consultée par manque de temps mais la version papier en machine a pu être visualisée lors de la visite terrain. Le registre dispose d'une colonne observations/commentaires mais ne prévoit pas un suivi des anomalies. L'exploitant a indiqué que le suivi des anomalies est facilement accessible depuis le portail VESTAS. Le suivi se fait donc directement via ce portail.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le registre maintenance doit contenir les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. Aussi, l'exploitant devra compléter son registre en ajoutant un suivi des anomalies constatées. A minima, il devra indiquer le nombre et le type d'anomalies constatées lors de la maintenance (majeure ou mineure) et renvoyer vers le document ou lien permettant d'accéder au suivi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Moyens de lutte et de protection contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre un incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Les éoliennes E2 et E3 visitées disposent d'un extincteur en pied de machine. La mise en service de ces extincteurs date d'août 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les éoliennes disposent d'une identification claire et lisible (E + numéro d'ordre), située sur le mât au-dessus de la porte. Cette identification a été prévue directement lors de la construction pour être durable. Le numéro de série de la machine est présent sur les affichages à l'intérieur de la machine. Les plateformes sont clôturées et fermées par un portail. Un panneau d'informations aux tiers se situe à côté du portail. Ce panneau indique également le nom de l'exploitant et du parc ainsi que le numéro à appeler en cas de situation anormale. Le poste de livraison dispose aussi des informations aux tiers à proximité et sur les portes. Il est également indiqué qu'un kit anti-pollution est présent dans le poste de livraison.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Les éoliennes E2 et E3 ont été visitées. L'intérieur des machines est propre. Dans E3, il a été constaté la présence de restes de câbles électriques à terre et un morceau de panneau abîmé.

Aucun matériau combustible ou inflammable n'a été constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant évacuera les restes de matériaux d'intervention constatés dans l'éolienne 3 et veillera à ce que les déchets après les maintenances soient évacués aussitôt en fin d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours